

Au 1er février 2023, la Russie interdira la vente de son pétrole aux pays utilisant le prix plafond



La Havane, 28 déc. (RHC)- En réponse à l'introduction du plafonnement des prix du pétrole russe mis en place par certains pays, la Russie s'apprête à interdire la vente à ces Etats de pétrole et de produits pétroliers provenant de la Fédération de Russie.

Vladimir Poutine a signé ce 27 décembre un décret en vertu duquel la Russie s'apprête à interdire, du 1er février jusqu'au 1er juillet 2023, la vente de pétrole aux Etats qui utilisent [le plafonnement du prix de l'or noir russe, fixé début décembre par l'UE, le G7 et l'Australie, à 60 dollars par baril](#) .

«La livraison de pétrole et de produits pétroliers russes à des personnes morales étrangères et autres particuliers est interdite», si ceux-ci utilisent le prix plafond, est-il inscrit dans le texte qui a été [mis en ligne le jour-même](#). Le respect de cette disposition relèvera du ministère russe de l'Energie, a précisé

l'agence TASS.

Elle est ainsi introduite «en relation avec les actions hostiles et contraires au droit international de la part des Etats-Unis et des pays étrangers et organisations internationales qui les ont rejoints», et afin de protéger les intérêts nationaux de la Fédération de Russie, toujours selon l'agence de presse russe.

Le 6 décembre, Moscou avait réagi à la mise en place du plafonnement du prix du pétrole russe, présentée par les Occidentaux comme une arme significative dans l'arsenal des sanctions antirusse. «Je ne doute pas que notre production trouvera des acheteurs», avait ainsi déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov à la presse, alors que la réorientation des exportations russes vers d'autres clients a déjà débuté, [en particulier en direction de la Chine](#).

Ce mécanisme de plafonnement était entré en vigueur le 5 décembre, le même jour que l'embargo de l'UE sur l'or noir russe acheminé par voie maritime. Cet embargo sur le brut maritime est censé supprimer les deux tiers des achats européens de pétrole russe.

Quelques jours plus tôt, la présidence ukrainienne s'était félicitée de la mise en place du plafonnement, estimant qu'il permettrait de détruire l'économie russe. «Nous atteignons toujours notre objectif et l'économie de la Russie sera détruite, et elle paiera et sera responsable de tous ses crimes», avait en effet déclaré le chef de cabinet de la présidence ukrainienne, ajoutant qu'«il aurait toutefois fallu abaisser [le prix plafond] à 30 dollars pour détruire [l'économie russe] encore plus rapidement».

La Russie, deuxième exportateur mondial de brut, [pourrait réduire de 500 à 700 000 barils par jour sa production](#) au début de l'année prochaine en réponse au plafonnement des prix de son pétrole.

Les prix du pétrole s'envolent après la réponse de Moscou à sa hausse du prix du brut

Le pétrole Brent a atteint 86 dollars le baril pour la première fois depuis le 5 décembre.

Les prix du pétrole ont grimpé en flèche mardi après que le président russe Vladimir Poutine a signé un décret en réponse aux mesures introduites par l'Occident pour plafonner le prix du brut russe.

Le pétrole Brent a atteint 86 dollars le baril pour la première fois depuis le 5 décembre, selon les données de la bourse ICE de Londres. De même, le brut WTI a augmenté de 1,77% à 80,97 dollars.

D'autre part, le prix du gaz en Europe est passé sous la barre des 850 dollars pour 1 000 mètres cubes, pour la première fois depuis le 22 février.

Selon le décret officiel, "dans le cadre des actions inamicales contraires au droit international menées par les États-Unis et les États étrangers et les organisations internationales qui s'y sont joints", les livraisons de pétrole et de produits pétroliers russes à des personnes morales et physiques étrangères sont interdites "si les contrats relatifs à ces livraisons prévoient l'utilisation d'un mécanisme de limitation des prix".

Début décembre, les pays du G7, l'UE et l'Australie ont convenu d'imposer un plafond de 60 dollars par baril au prix du pétrole russe. Les partisans de cette mesure visaient à "restreindre la principale source de revenus de la Russie" pour son opération militaire en Ukraine, "tout en préservant la stabilité des approvisionnements énergétiques mondiaux", selon la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen.

Source : Russia Today



Radio Habana Cuba